

DIAL 3769

BRÉSIL - La justice condamne les commanditaires du meurtre de Marielle Franco

Esquerda.net

samedi 28 février 2026, mis en ligne par [Dial](#)

8 ans après l'assassinat de la conseillère municipale de Rio de Janeiro, Marielle Franco (1979-2018), le 14 mars 2028, le Tribunal suprême fédéral brésilien vient de condamner les commanditaires du meurtre à 76 ans de prison. Article publié sur le site brésilien [Esquerda.net](#) le 26 février et traduit et publié par [À l'encontre](#) le 27 février 2026.

L'ancien député Chiquinho Brazão [1] et son frère Domingos Brazão ont été condamnés à 76 ans et trois mois de prison pour avoir planifié et ordonné le meurtre de la conseillère municipale du Parti socialisme et liberté (PSOL), Marielle Franco, à Rio de Janeiro, en 2018.

Le Tribunal suprême fédéral brésilien a condamné à l'unanimité, mercredi 25 février, les commanditaires du meurtre de Marielle Franco et de son chauffeur Anderson Gomes en mars 2018. L'ancien député fédéral Chiquinho Brazão et son frère, conseiller à la Cour des comptes de Rio de Janeiro, Domingos Brazão, ont été condamnés à 76 ans et trois mois de prison, les juges reconnaissant le caractère politique du crime et le lien avec les milices qui opèrent dans l'État de Rio de Janeiro.

L'ancien chef de la police civile de Rio de Janeiro, Rivaldo Barbosa de Araújo Júnior, a également été condamné à 18 ans de prison pour avoir étouffé les enquêtes et garanti l'immunité des personnes impliquées. L'ancien policier militaire Ronald Paulo Alves a en outre été condamné à 56 ans de prison pour avoir fourni des informations importantes pour le crime, et un homme de confiance des frères Brazão, Robson Calixto Fonseca, à 9 ans de prison pour son implication dans le plan d'assassinat.

Marielle Franco s'est distinguée par son combat en faveur des habitants des quartiers pauvres de Rio, des jeunes Noirs, des femmes et de la communauté LGBT, remettant en cause le pouvoir des milices liées à la police qui contrôlent plusieurs parties de l'État de Rio de Janeiro [2].

« L'assassinat de Marielle doit être compris non seulement comme une attaque contre une parlementaire, mais aussi comme un crime visant à imposer la domination du crime organisé, ainsi que comme un acte de violence sexiste visant à faire taire une femme qui a osé s'opposer aux intérêts des miliciens, des hommes blancs et riches », a déclaré le juge rapporteur de l'affaire, Alexandre de Moraes. Les juges affirment que le meurtre de Marielle avait pour but d'« envoyer un message » à la classe politique de Rio de Janeiro et estiment que la famille Brazão « n'avait pas seulement des contacts avec la milice. Elle était la milice elle-même ».

« Pour nous, membres du PSOL, ce fut une journée historique, une journée très importante. Nous nous sommes battus pour la justice pendant huit ans et aujourd'hui, nous avons enfin obtenu la condamnation des commanditaires de ce crime politique brutal qui a choqué non seulement le Brésil, mais le monde entier. Nous avons enfin obtenu justice pour notre camarade », a déclaré Paula Coradi, présidente nationale du parti, à la radio [Brasil de Fato](#).

Pour l'ancienne chef de cabinet de Marielle et actuelle députée d'État du PSOL, Renata Souza, avec cette condamnation, « nous savons que Marielle et Anderson ne reviendront pas, mais nous sentons qu'avec cette condamnation, nous rétablissons la possibilité de refonder la démocratie brésilienne. Le féminicide politique de Marielle a provoqué une scission, une profonde fracture dans la démocratie brésilienne ».

« Les commanditaires étaient directement liés à l'infrastructure de l'État. L'un était membre de la Cour des comptes de l'État de Rio de Janeiro et l'autre était député fédéral. Les autres accusés et condamnés étaient également d'anciens policiers militaires et un délégué de la police civile. Ce sont des institutions de l'État brésilien intrinsèquement liées au meurtre d'une conseillère municipale élue », a poursuivi la députée [3].

Fernanda Chaves, seule survivante de l'assassinat qui se trouvait dans la voiture prise pour cible par les assassins, a exprimé elle aussi sur [Globo News](#) un « sentiment de soulagement » et s'est réjouie de voir que « l'État brésilien a démontré aujourd'hui que ce type de crime ne peut être toléré ».

« Ce crime a été pensé et conçu pour attaquer un camp politique de l'État de Rio de Janeiro. Mais il comporte sans aucun doute une dimension misogyne, raciale et de classe sociale dans le choix de Marielle », a poursuivi Fernanda Chaves, concluant que « ce que je retiens de tout cela, c'est que ces personnes passeront le reste de leur vie à entendre parler de Marielle. En ce sens, Marielle vit. Elle vit dans de nombreuses femmes. Marielle sera toujours parmi nous ».

- [Dial](#) - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3769.

- Traduction rédaction [À l'encontre](#). Traduction ponctuellement modifiée par Dial.

- Source (français) : [À l'encontre](#), 27 février 2026.

- Texte original (portugais du Brésil) : [Esquerda.net], 26 février 2026.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, les traducteurs, la source française originale (À l'encontre - <https://alencontre.org>) et l'une des adresses internet de l'article.

Notes

[1] Chiquinho Brazão a été élu en 2004 conseiller municipal de Rio de Janeiro et réélu en 2008, 2012, 2016, avant d'être élu député fédéral en 2018 et réélu en 2022, bien incrusté dans la droite extrême brésilienne - note [À l'encontre](#).

[2] Dans le quotidien de Genève, *Le Courrier*, en date du 26 février 2026, Cecília Olliveira, autrice d'un ouvrage remarquable sur la question des milices - *Como nasce um miliciano* [Comment naît un milicien], Rio de Janeiro, Bazar do Tempo, 2025, 216 p. - précise : « La milice est un modèle de crime organisé qui naît au sein de l'État et fonctionne en symbiose avec lui. Contrairement aux factions criminelles, qui émergent en marge des institutions, les milices sont majoritairement composées d'agents publics - policiers, pompiers, militaires en activité ou à la retraite - qui utilisent leur position institutionnelle pour contrôler des territoires. Ce contrôle se transforme en un modèle économique fondé sur l'extorsion et la monopolisation de services tels que le transport, l'accès au gaz et à internet, la vente et la régularisation illégale de biens immobiliers, l'exploitation foncière. L'assassinat de Marielle Franco a mis en lumière cet engrenage économique et politique. » Elle poursuit « Avec le temps, ce groupe (la Ligue des justiciers créée en 1995) s'est organisé politiquement. Certains de ses membres ont commencé à disputer des élections et occuper des postes législatifs. Le cas des frères Brazão symbolise cette montée en puissance. Il montre que la milice a réussi à pénétrer et à influencer les organes décisionnels. » La dénonciation par Marielle Franco des extorsions de terres constitue une des motivations clés de son assassinat par les miliciens - note [À l'encontre](#).

[3] « Nous assistons à l'aboutissement de huit années de lutte pour la justice et les réparations pour Marielle et Anderson, s'est réjouie, sur X, sa sœur, Anielle Franco, ministre de l'égalité raciale au sein du gouvernement de gauche de Luiz Inácio Lula da Silva. Aujourd'hui, la démocratie brésilienne franchit une étape décisive dans la lutte contre les violences politiques fondées sur le genre et la couleur de peau. » - note À l'encontre.